

AFRIQUE EVENEMENT

Magazine Panafricain d'Information Générale ■ ■ ■

GUINÉE ÉQUATORIAL

Pourquoi conspire t-on contre
Téodorin Obiang ?

CÔTE D'IVOIRE

Une Diplomatie Parlementaire
hors pair

MALI

IBK aux commandes



TOGO : Législatives 2013, mention honorable pour Faure Gnassingbé

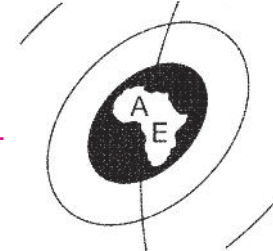
M 04833 - 16 - F: 3,00 €





Le magazine de l'Afrique qui gagne





Afrique Evenement
19 rue Jules vallès
91000 Evry
Téléphone : (+33) 7 51 26 13 71
e-mail: afrique.evenement@yahoo.fr

Directeur Général
Daniel Segun DJAGOUÉ

Directeur de Publication
Daniel Segun DJAGOUÉ

Rédacteur en Chef
Thibault ADJIBODIN

Ont collaboré à ce numéro
Wilfried D. CRECEL
Habib HUSSEIN
Justin MENDY

Chroniqueur
Lionel PKENOU-CHOBLI

Charger de Mission
Kelly Kamen SIBENOU
Stéphane Kangni DJAGOUÉ
Sikavi FEBON

Conception
François AGOUDAVI

Edité par :
AFRICA WORLDWIDE

Lampedusa sous le regard hypocrite de l'Occident...

...Après le naufrage, le secours aux rescapés et le repêchage de centaines des corps d'Africains sans vie !

On s'ingénie à dénombrer l'effectif des morts et des survivants, parce qu'en réalité, ça fait leur problème, ou celui de leurs pays d'origine, parce que personne ne leur a demandé de prendre le risque d'une immigration dans des conditions aussi périlleuses. Ce 3 octobre a été le comble d'une tragédie à répétition. Même la maire de Lampedusa, Giusi Nicolini, n'en peut plus et accuse l'Europe, pour ne pas dire l'Occident de "détourner le regard". En effet, cela fait plusieurs décennies que le cauchemar continue. Chaque année, sur cette petite île italienne de 20 km² située entre la Sicile, Malte et la Tunisie, on dénombre pareils naufrages où de jeunes Africains rêvant d'un bonheur en Occident viennent laisser leur vie. Ces 20 dernières années, Lampedusa, devenue le plus grand cimetière marin du monde, enregistre à elle seule 17 000 morts. Originaires pour la plupart de la Corne de l'Afrique, mais aussi du Maghreb, d'Afrique de l'Ouest ou d'Afrique centrale, ces migrants sont obligés de prendre des embarcations de fortune et précaires pour aller à la recherche du mieux-vivre, sans mesurer le danger qui les guette en haute mer, sous le regard égoïste et hypocrite de l'Occident. L'Europe, en vérité est responsable de la situation que vit la

jeunesse africaine aujourd'hui. En effet, qui n'est pas à la quête du mieux-être ? C'est la situation de

précarité dans laquelle l'Occident a maintenu l'Afrique qui oblige les jeunes Africains à prendre ce risque mortel. Après avoir longtemps pillé le continent, l'Europe se mue en une citadelle assiégée qui ne cesse d'élever ses remparts. Par conséquent, fuyant la situation exécrable de leur pays d'origine, les jeunes prennent le risque d'une aventure à l'issue incertaine. Au bout du compte, des victimes mortes noyées ou d'épuisement.

Le tableau témoigne à suffisance de l'échec de la politique de l'immigration telle que menée par l'Europe, jusqu'à ce jour : expulsions musclées, camps de refoulement au Maghreb, entraves au regroupement familial, à la scolarité, à l'accès aux soins, immigration "choisie", arrangements avec le droit international, etc., pourtant le nombre de candidats à l'immigration augmente jour après jour.

Au regard des principes moraux sur lesquels l'Union Européenne a été créée, elle doit adopter une autre politique de l'immigration basée sur le partage, avec une politique à visage humain s'inscrivant dans la dynamique des autres continents, tout en

reconnaissant la qualité et la compétence des Africains. Ce n'est pas en élevant des murs, ce n'est pas en se transformant en tour d'ivoire que l'Europe va égaler les Etats Unis ou la Chine en matière de prospérité, mais plutôt en partageant avec sa principale source de gisements miniers et autre richesses naturelles : le continent africain.





Sommaire

la politique

- 06 Kenya**
les shebab somaliens font peur
- 09 Nigeria**
Les autorités peinent à réduire l'influence de Boko Haram
- 12 Mali**
Sur les sentiers de la renaissance avec IBK
- 14 Guinée-équatoriale**
Pourquoi conspire-t-on contre Teodorin Obiang ?
- 16 Côte d'Ivoire**
Une diplomatie parlementaire pour rehausser l'image de la Côte d'Ivoire
- 19 Togo**
Elections et consolidation de la démocratie
- 21 Togo**
Après les dernières législatives, la nouvelle carte politique
- 23 Togo**
L'engagement d'Ahoomey-Zunu pour développement
- 25 Togo**
La 5^e législature sous le signe du patriotisme et du développement



6



12



9



15



16



19



21



33

l'économie

29 Togo

Poursuivre une croissance plus forte et plus durable

34 Transport aérien

Air Côte d'Ivoire inaugure son agence de Lomé

Divers

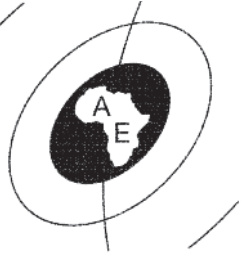
31 Portrait

Le ministre André Johnson, un homme de conviction

Société

33 Togo / 28 septembre

Une journée de solidarité avec les PVVIH au Togo



Au Kenya, **les shebab somaliens** font peur



Au lendemain de l'attaque du centre commercial de Westgate, les conditions dans lesquelles les shebab somaliens ont opéré se précisent davantage grâce aux images de surveillance.

Thibault ADJIBODIN

Pour la première fois depuis l'attaque du centre commercial Westgate de Nairobi, qui a coûté la vie à au moins 67 personnes, les images des assaillants islamistes apparaissant sur des vidéos de surveillance ont été dévoilées. Sur les images qui semblent toutes provenir du grand supermarché situé dans le centre commercial, les agresseurs sont quatre, munis de kalachnikov. Calmes, avec une nonchalance à faire froid dans le dos, ils arpentent le bâtiment et semblent à la recherche de

nouvelles victimes.

Selon les indications fournies par les images, il est alors autour de 17h 00 (14h 00 GMT) en ce funeste 21 septembre. L'assaut du centre commercial, entamé à la mi-journée, a déjà fait de nombreuses victimes. Beaucoup de témoins du carnage ont raconté comment le commando islamiste avait pénétré dans le bâtiment, lançant des grenades et mitraillant aveuglément la foule de commerçants et de clients - Kényans ou expatriés - venus faire leurs courses du week-end. Quelques heu-

res après le début de l'attaque, les agresseurs semblent avoir abattu la majeure partie de leurs victimes. Ils portent des sacs à dos, vraisemblablement remplis des munitions qui leur permettront de tenir plusieurs jours face aux forces kényanes et étrangères venues aider ces dernières.

Les images ne montrent qu'une partie des lieux et ne révèlent rien de ce qui s'est passé dans le bâtiment principal. Mais deux semaines après le massacre, elles pourraient tout de même s'avérer cruciales pour faire avancer une enquête qui laisse encore de nombreuses questions en suspens, notamment l'identité des assaillants.

Le nombre de terroristes revu à la baisse

Les autorités kényanes, qui avançaient depuis le début que les agresseurs étaient entre 10 et 15, ont revu samedi



ce chiffre à la baisse. Le chef de la police kényane, David Kimaiyo, parle désormais de quatre à six assaillants, une estimation qui correspond plus aux images de surveillance recueillies. Sur celles-ci n'apparaît aucune femme. Dès le début de l'attaque, la présence au sein du commando de la Britannique Samantha Lewthwaite, veuve d'un des kamikazes des attentats de Londres de 2005, avait été évoquée par les autorités, qui avaient rapidement rétro-pédalé, et par la presse. Les shebab avaient immédiatement démenti sa participation à l'opération. Et la police kényane a à son tour confirmé samedi que les agresseurs étaient tous des hommes.

D'autres questions persistent cependant, comme la nationalité de certains islamistes. Trois d'entre eux au moins auraient été identifiés, selon une source policière: il s'agirait de deux Somaliens - Abu Baraal Al Sudani, Khatib Ali Khane - et un Kényan d'origine somalienne - Omar Nabhan. Mais si les membres du commando étaient plus nombreux, d'autres étrangers, notamment américains et britanniques, se trouvaient-ils aussi parmi eux?

Sur les images, les agresseurs apparaissent aussi un moment dans le rayon boulangerie du supermarché. Un autre arpente les allées de caisses, donnant des coups sur les écrans des ordinateurs. Il semble discuter sur son téléphone portable, potentiellement en communication avec les autres agresseurs ou des complices à l'extérieur. Tout au long de l'attaque, les islamistes somaliens shebab, qui ont revendiqué l'assaut, ont affirmé être en contact direct avec le commando sur place.

Une quinzaine de jours après l'attaque, les enquêteurs kényans et étrangers continuent de fouiller le bâtiment, à la recherche d'indices ou de cadavres encore enfouis sous les décombres - une partie du bâtiment s'est effondrée pendant les affrontements avec les forces de l'ordre, et 39 personnes sont, selon la Croix-Rouge, toujours portées disparues. Dans le bâtiment ravagé, il pourrait encore y avoir des corps de victimes, mais aussi d'assaillants: les autorités kényanes affirment en avoir



tué cinq, mais n'ont jamais dit ce que les cadavres étaient devenus. Selon les shebab, cette attaque est la conséquence de l'intervention militaire kényane en Somalie lancée fin 2011.

Toujours selon eux, d'autres frappes auront lieu si Nairobi ne retire pas ses troupes. Le gouvernement kényan dit ne pas céder aux chantages des terroristes.



SOBEMAP, LA FORCE D'UN PARTENAIRE

Créée le 27 Mars 1969, la Société Béninoise des Manutentions Portuaires (SOBEMAP) est une Entreprise Publique à caractère commercial dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

Son capital social s'élève à sept milliards six cent millions (7.600.000.000) FCFA soit 11.586.072,32 € et exerce depuis plus d'une quarantaine d'années sur la plate-forme portuaire les activités de :

MANUTENTION

- La manutention bord (conventionnel, RORO, conteneurs, vraquiers etc...)
- Le transbordement (bord, terre, terre-bord, navire-navire, bord-bord)
- La réception et la garde de marchandises
- Le positionnement, le dépotage, le groupage et le dégroupage de conteneurs
- La location d'engins et de la main d'œuvre



Un magasin de stockage de riz

TRANSIT

- Le transit maritime
- Le transit aérien
- Le transit terrestre

CONSIGNATION MARITIME

Elle consiste pour la SOBEMAP à représenter des armateurs au Port de Cotonou et à agir en leur nom et pour leur compte.

La SOBEMAP s'occupe également de la gestion des parkings pour camions gros porteurs.

AVANTAGES ET FACILITES OFFERTS AUX CLIENTS

- Des tarifs compétitifs,
- Célérité dans la fourniture des prestations,
- Enlèvement direct au sous palan du navire,
- Exécution des opérations de bout en bout depuis le bord du navire jusqu'au magasin du réceptionnaire au Bénin et/ou dans les pays de l'hinterland,
- Entreposage dans les magasins avec une franchise de 17 à 30 jours,
- Une structure organisationnelle solide et éprouvée,
- Un nombre important de main d'œuvre qualifiée défiant toute concurrence,



Le Parc tampon unique pour le regroupement de véhicules d'occasion

- Possibilités de nouer des partenariats gagnant-gagnant.

DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS DE PERFORMANCE

Capacités infrastructurelles

- 06 postes à quai conventionnel dont 4 de 155m et 2 de 180m chacun,
- 02 postes à quai Conteneurs et 01 poste à navire,
- 01 poste à quai de 200m pour les pondéreux (clinker et gypse),
- 04 magasin-cales,
- 01 parc d'emportage et de dépotage d'une superficie de 50 000m² dotée de voie ferroviaire,
- 04 terre-pleins d'une superficie totale de 90.025,06 m²,
- 01 site de regroupement avant livraison des véhicules d'occasion (PTU) d'une superficie de 48.452 m² entièrement pavée, clôturée et sécurisée,
- 01 réserve d'espace d'une superficie de 40.000 m² destinée à accueillir des ouvrages susceptibles de participer au développement des activités de la SOBEMAP,
- La bande des 200m d'une superficie de 13 hectares...

Capacités logistiques

- Une centaine environ d'engins de levage (à fourches, à spreaders, à flèches télescopiques) de capacités variant entre 2 et 48 tonnes,
- Une trentaine d'engins de tractions comprenant des tracteurs de quai et des tracteurs routiers aux capacités allant de 23 à 60 tonnes,
- Une centaine d'équipements de manutention,
- Un lot important d'accessoires de manutention,
- Un important atelier-garage...



Un engin de manutention

La Direction Générale de la SOBEMAP



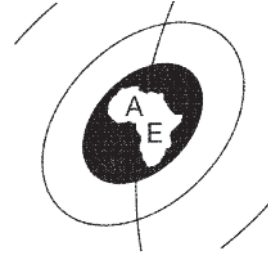
Professeur Soumanou SEIBOU TOLEBA, DG/SOBEMAP

SOBEMAP 01 BP 35 COTONOU

Tél. (229) 21 31 41 45 / 21 31 36 07 / 21 31 39 83

Fax : (229) 21 31 53 75 / E-mail : sobemap@intnet.bj

Site Web : www.sobemap.com



> NIGERIA

Les autorités peinent **à réduire l'influence** de Boko Haram



Les agressions terroristes contre les civils innocents au Nigeria deviennent de plus en plus inquiétantes. Presque tous les jours, on assiste aux actions des activistes de la secte Boko Haram. Ces derniers temps, ce sont les chrétiens qui en paient le plus lourds tribut. Et certaines organisations internationales de défense des droits de l'Homme s'en mêlent.

Sy SAVANEY

Une situation apocalyptique

Le dimanche 6 septembre 2013, une attaque menée par le groupe islamiste Boko Haram dans le dortoir d'un établissement universitaire dans le nord-est du pays a fait au moins 40 morts. Cette attaque, la dernière d'une longue liste depuis quatre ans, s'est produite dans la ville de Gubja, à 30 km de Damaturu, la capitale de l'Etat de Yobe. « Nous avons maintenant 40 corps qui ont été amenés dans la morgue après l'attaque », et il s'agit d'étudiants du Collège d'Agriculture de Gbuja, a déclaré un responsable de l'hôpital de Damaturu, sous couvert d'anonymat. Un précédent bilan faisait état d'au moins 28 morts. Le porte-parole mili-

taire de l'Etat, Lazarus Eli, a indiqué que « des terroristes de Boko Haram » s'étaient introduits dans l'établissement et « ont tiré sur des étudiants » alors qu'ils étaient endormis.

Ces derniers mois, l'Etat de Yobe a été le théâtre de violentes attaques contre des étudiants, toutes imputées à Boko Haram. Avant celle de Yobe, la pire avait eu lieu en juillet dans la ville de Mamudo, où les islamistes ont lancé des grenades explosives et ouvert le feu dans des dortoirs, tuant au moins 41 personnes, essentiellement des étudiants.

Des cibles de plus en plus exposées
Yobe est un des trois Etats du nord-est

du Nigeria où l'armée mène une offensive depuis la mi-mai pour tenter de mettre fin à l'insurrection de Boko Haram. Selon l'armée, ces récentes attaques contre des établissements scolaires montrent le « désespoir » du groupe islamiste, qui n'a la capacité, selon elle, de ne s'attaquer qu'à des cibles « faciles ». Le ministère de la Défense a assuré qu'à la mi-mai, une offensive contre Boko Haram avait « décimé le groupe » et dispersé ses membres dans des régions reculées du Nord-Est, son fief traditionnel. Néanmoins, le succès de cette offensive militaire est souvent mis en doute. Ainsi, des insurgés de Boko Haram, déguisés en soldats, ont tué 142 per-



> NIGERIA

sonnes au moins en septembre dans la ville de Benisheik, dans l'Etat de Borno. Boko Haram cible aussi les milices d'autodéfense qui, depuis le début de l'intervention militaire dans le Nord-Est, se sont mises en place pour aider l'armée à lutter contre l'insurrection islamiste. Boko Haram a, à son tour, mené de nombreuses attaques contre les civils pour se venger de leur soutien à l'armée. L'état d'urgence a été décrété le 14 mai dans le Nord-Est. Les liaisons téléphoniques ont été coupées dans la plupart des localités, une mesure destinée, selon l'armée, à empêcher les membres de Boko Haram de se coordonner. Néanmoins, beaucoup de Nigériens sont d'avis que l'absence de liaisons téléphoniques empêche les civils de donner l'alerte en cas d'attaque. Les téléphones sont hors service à Gubja, mais fonctionnent à Damaturu. Dans cette région, les attentats contre des églises, notamment pendant le culte du dimanche, étaient devenus presque hebdomadaires pendant une période, mais ils sont moins nombreux depuis quelques mois.

Human Rights Watch s'inquiète

Boko Haram - dont le nom signifie « l'éducation occidentale est un péché », en langue haoussa - est responsable de nombreuses attaques visant des écoles, des universités et des collèges dans le



nord du pays au cours de son insurrection déclenchée depuis près de quatre ans, et revendique la création d'un Etat islamique dans le nord du Nigeria, majoritairement musulman, contrairement du sud, majoritairement chrétien. Les attaques du groupe extrémiste et leur répression sanglante ont fait, selon l'ONG Human Rights Watch, au moins 3 600 morts depuis 2009. Les attaques meurtrières contre des écoles et les menaces contre des professeurs, qui se sont multipliées cette année, mettent en péril l'éducation dans le nord du Nigeria, prévient Amnesty International dans un rapport publié vendredi. « Cette année, au moins 70 professeurs et un grand nombre d'élèves ont été massacrés et beaucoup d'autres ont été blessés. Au moins 50 écoles ont été brûlées ou très endommagées alors que 60 autres ont été forcées de

fermer », dénonce l'organisation de défense des droits de l'homme dans un communiqué qui accompagne le rapport.

« Entre 2010 et 2011, les attaques avaient lieu quand les écoles étaient fermées, la plupart du temps, alors que depuis début 2013, elles sont plus ciblées et plus violentes », dit le communiqué. D'après ce nouveau rapport, « le plus grand nombre d'attaques a eu lieu dans l'Etat de Borno », fief historique du groupe extrémiste. Dans cet Etat, au moins 15 000 enfants ont été obligés d'arrêter l'école, selon le rapport. L'ONG « recommande aux autorités nigériennes de fournir une meilleure protection aux écoles et de s'assurer que des enquêtes sont menées sur ces attaques ». Elle cite également le syndicat nigérien des professeurs, selon lequel 1 000 enseignants ont dû quitter leur poste dans le nord du pays depuis 2012. Des enseignants qui disent avoir reçu des menaces et des intimidations de la part des membres de la secte.

Cité par Amnesty International, un professeur du nord de l'Etat de Borno raconte que deux islamistes sont entrés chez lui en pleine nuit et l'ont menacé avec une arme devant sa femme et ses enfants, lui demandant d'enseigner en arabe et non en anglais.

Selon ce professeur, dont le nom n'est pas mentionné, des membres de Boko Haram se tiennent parfois devant les salles de classe, dans certains villages, pour contrôler le contenu des leçons.

« C'est comme enseigner sous la menace d'une arme », dit-il. Selon le rapport, l'état d'urgence a participé à la baisse de la fréquentation des écoles, en rendant les déplacements plus difficiles.





BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

La Banque de la CEDEAO

The ECOWAS Bank

Financement de projets

Project financing

Assistance technique

Technical assistance

Gestion de fonds spéciaux

Management of Special Funds

Nous contribuons à l'essor économique de l'Afrique de l'Ouest à travers le financement des projets publics et privés de la CEDEAO et du NEPAD relevant des domaines du transport, de l'énergie, des télécommunications, de l'industrie, des services, de la réduction de la pauvreté, de l'environnement et des ressources naturelles.

We contribute to economic development in West Africa by financing ECOWAS and NEPAD public and private sector projects relating to transport, energy, telecommunication, industry, poverty alleviation, the environment and natural resources.

www.bidc-ebid.org

128 Boulevard du 13 janvier

BP : 2704 Lomé-Togo

Tel. : + 228 22 21 68 64

Fax : + 228 22 21 86 84

bidc@bidc-ebid.org





Le Mali sur les sentiers **de la renaissance** avec IBK

Après le coup d'Etat qui a renversé Amadou Toumani Touré et la prise du nord par les groupes terroristes entraînant l'intervention française, le pays de Soundjata Keita est aujourd'hui dirigé par Ibrahim Boubakar Keita, élu presque à l'unanimité, qui tente de ramener la paix et de relancer le pays sur la voie du développement.

Justin MENDY



Le Président Ibrahim Boubakar Keita

Retour sur la crise

A quelques mois du terme du deuxième mandat d'ATT de la présidence, une horde des militaires conduits par le capitaine Amadou Sanogo le dépose en mars 2012. Selon la plupart des témoignages, le 22 mars 2012, les mutins prennent le pouvoir un peu par hasard et ne savent qu'en faire. Même si IBK apparaît déjà comme un recours tant il est populaire dans les casernes, impossible pour lui d'entamer une carrière de dictateur... « Il a toujours voulu le pouvoir, mais de manière démocratique et pacifique », explique l'un de ses proches collaborateurs. Même lorsque le capitaine Amadou Haya Sanogo, dans la nuit du 21 au 22 mars, le harcèle au téléphone, IBK tient bon et ne décroche pas. Mieux : dès le lendemain, il condamne clairement le coup d'État.

Les militaires tentent alors d'imposer leur propre style avec la proclamation, le 26 mars, d'une loi fondamentale. Sanogo assume lui-même la fonction de chef de l'État, avant de reculer et de rétablir la Constitution le 1er avril devant les menaces d'embargo diplomatique et financier de la Cedeao. Aurait-il lâché si facilement du lest si les militaires avaient été mieux préparés ? Rien n'est moins sûr. Et la communauté internationale aurait vraisemblablement eu beaucoup plus de mal à rétablir un semblant d'ordre constitutionnel.

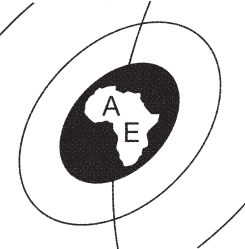
Le pays est alors plongé dans la crise, avec en prime la prise du Nord par les groupes terroristes.

La plupart des djihadistes sont des rescapés de la guerre civile libyenne qui ont envahi le nord du Mali en profitant du

chaos qui régnait dans le pays pour asseoir leur domination dans cette zone septentrionale. Ils ont tué, mutilé, assassiné de nombreuses personnes innocentes. Ils ont également détruit beaucoup d'œuvres architecturales. Il a fallu l'opération française Serval pour « nettoyer » cette partie du pays avec l'aide de certaines armées africaines notamment les troupes tchadiennes rompues à ce genre de combat en zone désertique.

Elections exemplaires

Après la pluie, le beau temps ? La France a obtenu que l'élection présidentielle ait lieu coûte que coûte. Organisée dans des conditions que le camp des vainqueurs juge claires et crédibles, la présidentielle a porté au pouvoir Ibrahim Boubakar Keita. Élu le 11 août avec 77,6 % des suffrages



Jeudi 19 septembre 2013. Bamako, Le Président Ibrahim Boubacar Keita a fêté en compagnie de ses pairs venus d'Afrique et d'Europe, son investiture à la magistrature suprême du Mali.

exprimés, le nouveau président a prêté serment le 4 septembre. Et une grande cérémonie, à laquelle ont assisté plusieurs chefs d'État, dont François Hollande, a eu lieu le 19 septembre. IBK et ses proches le savent : les défis qui les attendent sont nombreux. Il doit maintenant passer à l'action. Dossiers prioritaires : sécurité, corruption, élections. Mais au lendemain du 19 septembre, quand les lampions se sont éteints, Ibrahim Boubacar Keita (IBK) est, face à l'immensité de la tâche, un homme seul. Le plébiscite dont il a bénéficié lui confère certes une marge de manœuvre considérable, mais il l'oblige aussi. Il devra voyager pour réinstaller le Mali sur la scène internationale et être présent à Bamako, attentif au moindre détail. Sans oublier qu'à l'issue de son mandat, en 2018, c'est sur ses résultats dans la lutte contre la pauvreté, qui touche six Maliens sur dix, qu'il sera avant tout jugé. Il vient d'ailleurs de faire une visite diplomatique à François Hollande pour montrer que son pays sort petit à petit de la crise malgré les actions sporadiques des groupes conduits par ce qu'on appelle les « barbus ».

Les défis à relever

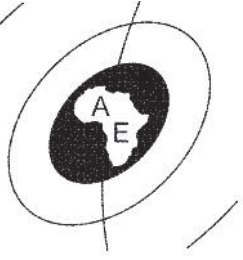
Les Maliens attendent tout de lui. Si l'opération Serval a redonné au Mali sa souveraineté et le processus électoral sa dignité, aucun des problèmes, aucune des dynamiques négatives qui ont conduit ce grand pays au bord du gouffre n'ont encore été résolus, ni même abordés. L'inventaire de deux décennies de mal-gouvernance, longtemps masquée par une démocratie laxiste, est connu. La nouvelle équipe gouvernementale va donc devoir s'employer à lutter contre la culture de l'impunité, la corruption au sein de la fonction publique, les tensions ethniques et régionales, un système judiciaire délétère, une armée gangrenée par l'indiscipline. Une solution devra être trouvée au legs empoisonné qu'est l'aberrante promotion du capitaine putschiste Amadou Haya Sanogo au grade de général de corps d'armée.

Les élections législatives, qui se tiendront probablement début 2014, devront se dérouler dans la transparence et aboutir à la réduction progressive de la présence des bérets bleus de la Minusma avant qu'elle ne froisse le nationalisme à fleur de peau des Maliens.

Les premiers pas d'IBK

Dès son arrivée au pouvoir, le président Keita a relancé le dialogue avec tous les acteurs de la crise malienne. Les discussions ont repris avec le médiateur de la Cedeao, le président burkinabè Blaise Compaoré, et Goodluck Jonathan, son homologue nigérian. Il s'attelle aussi au crucial problème de la décentralisation. Soumeylou Boubèye Maïga, éminente grise de sa campagne électorale, parle d'une « décentralisation renforcée par la déconcentration de l'État ». Dans le cadre de la réconciliation, 23 détenus du Mouvement rebelle du Nord ont recouvré la liberté.

La communauté internationale a renoué avec le Mali. Les besoins du pays sont pourtant colossaux. Sous la poussée démographique (3,2 % par an), la population passera de 14,5 millions en 2012 à 23 millions en 2025 et à 41 millions en 2050, autant d'habitants qu'il faudra nourrir, éduquer, soigner, transporter et employer, dans un contexte d'exode rural.



Pourquoi conspire-t-on **contre Teodorin Obiang** ?

Teodorin Obiang n'est plus recherché par Interpol. Son nom vient d'être supprimé dans l'affaire des "biens mal acquis". C'est la énième fois que le vice-président équato-guinéen échappe à des montages sur fond de traduction en justice.

Thibaut ADJIBODIN



DR
Teodorin Obiang

Ouf ! Début de soulagement. Teodorin Obiang n'est plus dans le collimateur d'Interpol dans l'affaire des "biens mal acquis", a-t-on appris début septembre de sources proches du dossier. Ce qui signifie qu'il ne figure plus dans les dossiers d'Interpol comprenant les noms de personnes à l'encontre desquelles existe un mandat d'arrêt. Il peut donc circuler partout dans le monde entier, sauf pour le moment dans l'espace Schengen.

Toutefois, les juges français n'en ayant pas encore décidé autrement, le fils du président équato-guinéen demeure sous le coup d'un mandat d'arrêt européen émis en 2012 par la justice française dans ladite affaire.

En effet, c'est en juillet 2012 que le mandat d'arrêt international avait été délivré à son encontre par deux juges d'instruction de Paris, Roger Le Loire et René Grouman lors de l'instruction de l'affaire contre plusieurs chefs d'État africains, affaire dite des "biens mal acquis", et suite à une rocambolesque perquisition en février 2012 dans un

hôtel parisien, qui avait permis de saisir 200 m³ de biens de valeur.

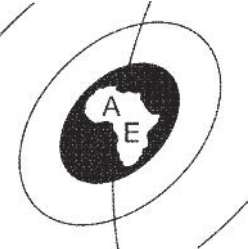
Fort des accords européens de coopération, la France avait diffusé ce mandat d'arrêt dans l'espace Schengen, et les autorités françaises avaient contacté Interpol à cette fin.

Mais faute de preuves suffisantes, « l'organisation internationale de police a décidé de supprimer de ses fichiers les informations communiquées par la France au sujet d'Obiang. Le mandat d'arrêt, qui demeure valide dans l'espace Schengen, n'est donc plus diffusé par l'organisation au-delà de cette zone », souligne une source proche du dossier. Pour l'heure, Teodoro Nguema Obiang alias Teodorin, se dit « satisfait, mais déplore la violation du droit international par la France » qui, malgré cette décision d'Interpol, maintient le mandat d'arrêt. Pour le gouvernement, « nous respectons l'indépendance de la justice française, mais le droit international doit aussi être respecté », souligne le Bureau d'information et de presse de Guinée équatoriale.

Mais la question primordiale est de savoir pourquoi cette cabale contre le

fils du président équato-guinéen ? Dans quel but s'acharne-t-on contre ce personnage très proche du peuple et soucieux du développement son pays ?

Il est de notoriété publique que l'Occident, fort de son prestige de détenteur des grandes institutions financières mondiales, a souvent fourré son nez dans les affaires des États du continent, proposant à la fois des bonnes et mauvaises orientations. Il se donne le rôle de gendarme du monde, poussant les dirigeants africains à protéger leurs intérêts sur le continent, et par ricochet à s'enrichir de manière outrancière et au détriment de leurs populations. Par conséquent, la gestion des deniers publics en Afrique est un sujet hautement sensible. Ainsi, le dossier des "biens mal acquis", orchestré par des organisations internationales tel que Transparency International et Survie, ne cesse de porter les dirigeants de la République du Congo, du Gabon et de la Guinée équatoriale à la une de la presse mondiale. Plusieurs juridictions ont été saisies. Mais c'est surtout en France que le débat en diabolisation des hommes d'États africains est le pain



> GUINÉE-ÉQUATORIALE

quotidien. De ce fait, rien n'arrête ces institutions dans leur conspiration contre les gouvernants africains, piétinant parfois le droit, comme c'est le cas dans l'affaire des prétendus biens mal acquis. Et c'est justement par manque de preuves que le tribunal de district de Los Angeles a suspendu la procédure contre Téodorin Obian Nguema.

Il est clair que cette situation est dirigée par certaines institutions et personnes ayant des intérêts inavoués, qui prétendent dévier l'attention du processus de développement pour troubler les relations de franche et fructueuse coopération que maintient la République de Guinée équatoriale avec les États-Unis et d'autres pays amis.

A juste titre, le président équato-guinéen déclarait : « Quels liens les Africains ont-ils avec les biens mal acquis ? Ceux qui le disent sont propriétaires de biens mal acquis en Afrique. C'est encore une grosse hypocrisie et une manœuvre contre les Africains. Illustration : des Arabes, Russes, etc., détiennent des biens mal acquis en Europe. Sont-ils pour autant dénoncés ? Non, ces pays se contentent d'accueillir ces fortunes sans se poser des questions. Mais quand il s'agit des Africains, qui ont régulièrement acquis des biens, ils ruent dans les brancards, lancent des cris d'orfraie, sans doute pour se donner bonne conscience. Seule l'Afrique les intéresse et je dis que là encore, il s'agit d'une discrimination flagrante contre notre continent et ses dirigeants. Je n'accepte aucune leçon de gouvernance de la part de gens qui n'ont pas hésité à piller systématiquement et qui continuent de piller l'Afrique. Je n'ai aucun complexe vis-à-vis de dirigeants occidentaux. »

Teodoro Nguema Obiang Mangue, 42 ans, dit Teodorin, est depuis mai 2012 le deuxième vice-président de la République de Guinée équatoriale, chargé de la défense et de la sécurité de l'État. Il est également vice-président du PDGE, le Parti Démocratique de la Guinée Equatoriale, parti présidentiel.

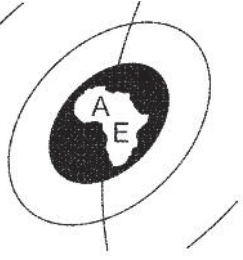
Il est à la tête de plusieurs entreprises en Guinée équatoriale, notamment dans le secteur forestier et les médias. En France comme aux États-Unis, Teodorin est pressenti pour succéder à son père.



Teodorin Obiang en visite dans un hôpital pour enfant.

C'est pour cela ses adversaires mettent tout en œuvre pour l'en empêcher, dans le souci de sauvegarder leurs propres biens mal acquis en terre guinéenne. Maintenant qu'Interpol s'est prononcé

en sa faveur, il devient urgent que tous ses amis l'aident jusqu'à ce que la France retire elle aussi le nom du fils du président équato-guinéen dans cette affaire montée de toutes pièces.



Une diplomatie parlementaire **pour rehausser l'image** de la Côte d'Ivoire

Dès son élection au perchoir de l'Assemblée nationale, Guillaume Kigbafori Soro a précisé qu'il allait mettre, au cours de son mandat, l'accent sur ce qu'il désigne sous le vocable de "diplomatie parlementaire". Un concept novateur des relations internationales qui permet de partager, mais aussi de recevoir des expériences des autres pays. Objectif : repositionner son pays dans le concert des nations démocratiques. En deux ans d'exercice, les faits semblent lui donner raison pour cette vision de l'action parlementaire.

Habib HUSSEIN

La diplomatie parlementaire est une stratégie qui consiste à orienter l'action parlementaire vers l'extérieur afin d'ouvrir la Côte d'Ivoire au monde et à la gestion de la démocratie telle qu'elle est pratiquée dans les autres pays.



Guillaume Soro en visite au Japon reçu par le Premier Ministre japonais.

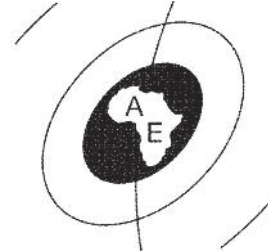
De par ces méthodes, cette stratégie donne de la visibilité au pays et porte souvent des résultats qui sont difficiles à obtenir en restant sur place. L'expression et l'usage de ce concept se fondent sur une intense activité internationale, d'où les nombreux voyages du jeune Président de l'Assemblée Nationale de la Côte d'Ivoire. De son contact permanent avec les parlements étrangers, l'Assemblée nationale ivoirienne gagne en ouverture au monde, en renforcement des capacités du personnel parlementaire, et en équipement de l'institution législative.

« La diplomatie parlementaire, explique Guillaume Soro, est un outil complémentaire de la diplomatie gouvernementale traditionnelle, sans toutefois se substituer aux diplomates ou au chef de la diplomatie nationale. » Il s'agit pour lui de faire jouer à l'institution qu'il dirige un rôle accru dans la promotion du pluralisme politique, dans le respect des normes démocratiques en Côte d'Ivoire, d'amener le Parlement ivoirien à devenir un pôle d'excellence nourri aux bonnes pratiques tirées des liens internationaux, et enfin de mettre

en commun les expériences de parlementaires d'origines, de cultures et de tradition diverses ce qui, de surcroît, favorisera la compréhension entre les élites politiques des différents pays. En effet, la participation des députés ivoiriens aux affaires extérieures est, pour lui, un aspect essentiel de la coopération internationale et du développement de la démocratie en Côte d'Ivoire, en Afrique et dans le reste du monde. C'est pourquoi il souhaite encourager la formation de groupes d'amitiés parlementaires et de toutes formes de coopération parlementaire similaires entre les représentations nationales africaines, occidentales, arabes et asiatiques pour favoriser l'échange de bonnes pratiques, notamment dans les domaines de la formation et de l'éducation des élites politiques.

Des résultats convaincants

Cette démarche de Guillaume Soro porte déjà des fruits incontestables. En effet, un mois seulement après son élection à la tête de l'Assemblée nationale, Guillaume Soro a organisé la rentrée parlementaire en présence de 17 délé-



> CÔTE D'IVOIRE / GUILLAUME SORO

gations étrangères. Une première en Côte d'Ivoire.

Cette diplomatie parlementaire, qui a permis la tenue en terre ivoirienne de la réunion du Comité interparlementaire de l'Uemoa, lui a également ouvert les portes de la Commission du développement de l'Union Européenne. C'est à l'invitation de Mme Eva Joly, présidente de la Commission du développement du Parlement Européen, que le président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire s'est rendu le 25 mai dernier à Bruxelles pour prendre part aux séances de travail de cette commission. Occasion pour Guillaume Soro de faire une intervention à la tribune du Parlement européen sur l'évolution de la situation politique, sécuritaire et économique de son pays, et d'accorder plusieurs audiences.

Sa retentissante offensive diplomatique parlementaire l'a conduit dans plusieurs pays où il a échangé avec ses pairs : Gabon, France, Singapour, Japon, Corée du Sud... Bref, c'est l'image de la Côte d'Ivoire qui s'en trouve renforcée avec le retour de l'Assemblée nationale ivoirienne dans les instances d'où elle avait été exclue.

Retour en force à l'APF, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

A mi-parcours de son mandat, le chef du Parlement ivoirien vient vraisemblablement de réussir un grand coup. Après avoir œuvré sans relâche pour que la Côte d'Ivoire réintègre l'AFP en 2012 après six années de suspension due à la décennie de crise militaro-politique qu'a traversé son pays, le numéro 2 ivoirien a obtenu l'organisation à Abidjan de la 39^e session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Pour les autorités ivoiriennes avec à leur tête le Président de la République, ce rendez-vous en Côte d'Ivoire des parlements francophones n'est pas banal. C'est la consécration de la confiance des institutions internationales envers la Côte d'Ivoire.

Cette confiance des instances directionnelles de l'AFP au jeune Président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire a été rendue possible par son sérieux, sa force de caractère et sa



Assemblée parlementaire de la francophonie tenue à Abidjan.

volonté constante de voir son pays retrouver sa place au sein des grands ensembles du monde entier. C'est pourquoi, alors que les textes de l'AFP ne le permettaient pas, il a pu, un an seulement après la réintégration de son pays, obtenir que ce rendez-vous historique y soit organisé du 8 au 12 juillet dernier. Un double défi relevé par Guillaume Soro, car en marge de ces 39^{es} assises de l'APF s'est aussi tenue à Abidjan la 6^e édition du PFJ, le parlement francophone des Jeunes.

Autre succès de cette diplomatie parlementaire : son élection au poste de vice-président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

Au chevet de l'Egypte

A peine porté à ce poste, Guillaume Soro a été sollicité pour une toute première mission. Abdou Diouf, le Secrétaire Général de la Francophonie, l'a désigné début juillet pour conduire « une mission d'information et de contact » entre les parties prenantes de la crise politique qui secoue en ce moment l'Egypte. Il a été chargé de rencontrer les différents protagonistes aussi bien civils que militaires, pour rassembler le maximum d'informations nécessaires afin de permettre à l'OIF, l'Organisation internationale de la francophonie, dont l'Egypte est membre, d'avoir une connaissance pointue de la situation intérieure de ce pays.

Ce choix porté par l'OIF sur lui n'est pas fortuit. On peut dire sans risque de se tromper que cela découle de sa lon-

gue expérience de la crise ivoirienne. Crise durant laquelle il a conduit les Forces Nouvelles à toutes les tables de négociations afin de trouver une solution politique négociée de sortie de crise pouvant satisfaire toutes les protagonistes. L'autre atout de Guillaume Soro est le sens élevé du compromis et du dialogue dans la recherche de solutions dans la crise ivoirienne, qui l'a conduit dans plusieurs pays d'Afrique et en France. Guillaume Soro est un fin négociateur pétri d'expérience dont l'OIF veut se servir pour sortir l'Egypte de la crise. Il n'a jamais refusé de négocier avec l'adversaire afin de privilégier l'intérêt supérieur de la nation.

Et pour qui le connaît, il ne fait aucun doute que le succès sera au bout de la mission que lui a confiée Abdoul Diouf. A ces multiples missions en dehors du territoire national s'ajoutent les visites de parlementaires étrangers au Parlement ivoirien dont la dernière en date celles des parlementaires canadiens et thaïlandais. Plus que de simples visites de courtoisie, la venue de ces personnalités en Côte d'Ivoire laisse entrevoir la vitalité de la diplomatie parlementaire mise en œuvre par Guillaume Soro. Notons aussi la rencontre avec le prince saoudien Al Walid Bin Talal, un des hommes les plus influents du monde arabe. Autant d'efforts et d'engagements qui amènent les observateurs à dire que Guillaume Soro a trouvé le bon concept pour rendre les parlements africains dynamiques, participant ainsi à la visibilité du continent.



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée-Bissau



Mali



Niger



Sénégal



Togo

Domaines d'interventions

- Industrie & Agro-industrie
- Développement agricole et rural
- Infrastructures de base & Infrastructures modernes
- Télécommunications
- Énergie
- Transport, Hôtellerie

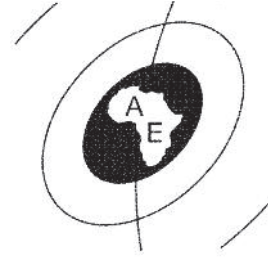
Formes d'interventions

- Prêts à long et moyen termes pour le financement des projets nationaux ou internationaux
- Garantie
- Arrangement de financements
- Conseil financier
- Prise de participation au capital d'entreprises ou des Institutions Financières Nationales (IFN)
- Financement d'études de faisabilité de projets ou d'études d'ingénierie
- Financement du transfert, à des ressortissants de l'UEMOA, de la propriété des moyens de production et de distribution de bien et services
- Assistance aux petites et Moyennes Entreprises (PME) à travers les lignes de crédits ou accords-cadres de refinancement accordée aux Institutions Financières Nationales (IFN)
- Allègement des conditions d'emprunts par bonification d'intérêt pour les projets relevant du secteur non marchand



BOAD
BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

BP : 1172 Lomé Togo - Tel. : +228 221 59 06 / 221 42 44 - Fax : + 228 221 52 67 / 221 72 69 - site web : www.boad.org - E-mail : boadsiege@boad.org



> TOGO / ÉLECTIONS ET CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE

Le Togo réussit son troisième essai

Le Togo vient d'inscrire son nom dans le registre des nations qui réussissent des élections sérieuses et qui consolident de facto leurs démocraties. Les élections législatives du 25 juillet créditées unanimement par l'ensemble des observateurs, malgré les obstacles du départ, confirment ce progrès du pays sur la voie de la démocratie.

Daniel DJAGOUE

In initialement prévues pour octobre 2012, c'est finalement le jeudi 25 juillet 2013 que se sont tenues les élections législatives togolaises. Troisième élection juste, transparente et équitable réussie grâce à l'engagement et la bonne foi des premières autorités togolaises, les législatives du 25 juillet auront été l'expression de la maturité politique des togolais. En dépit des obstacles enregistrés au départ tout s'est finalement bien déroulé..., au nom de la démocratie.

Des péripéties

Après plusieurs reports sur fond de crise de confiance entre pouvoir et opposition, les Togolais se sont finalement rendus aux urnes pour désigner leurs 91 représentants au parlement.

Malgré tous les gages de bonne volonté donnés par le pouvoir, pour un scrutin transparent, juste, équitable, l'opposition consciente de son impréparation, exigeait des préalables avant d'aller aux élections. Il s'agit notamment des réformes politiques et institutionnelles (relecture du code électoral, nouveau découpage électoral, limitation du nombre de mandats présidentiels, etc.).

Quelle assemblée et quel gouvernement devraient procéder à ces réformes ? Pour le pouvoir, le parlement ayant bouclé son mandat depuis octobre 2012, il fallait remplacer les députés et confier cette tâche à une assemblée plus pluraliste. Mais se contredisant, l'opposition, voulant un peu plus de temps, exigeait des pré-



Faure Gnassingbé accomplissant son devoir de citoyen

alable de réformes à une assemblée qu'elle a pourtant vouée aux gémonies, une assemblée où les radicaux de l'opposition ne figuraient même pas ; une assemblée sortant dont elle a critiqué avec véhémence les actes, notamment le statut de l'opposition.

A cette situation de crise de confiance est venue s'ajouter l'affaire des incendies, début janvier 2013, des marchés de kara et de Lomé, dans le cadre desquels des leaders de l'opposition ont été incarcérés. Ce qui d'ailleurs a pu radicaliser davantage les positions du Collectif sauvons le Togo (cst) et de la Coalition arc-en-ciel.

Le dénouement

Le défi de réussir ces législatives dans la transparence, l'équité et la paix deve-

nait dans ce contexte, de plus en plus grand pour le pouvoir. Il accepte alors d'aller à un énième dialogue avec l'opposition; dialogue placé sous l'égide du président de la Commission vérité, justice et réconciliation (Cvjr) Mgr Nicodème Barrigah. Heureuse initiative, puisque ce dernier dialogue a permis d'aplanir les divergences. Sans feindre ni geindre, le pouvoir prit des mesures pour la libération des candidats de l'opposition écroués dans l'affaire des incendies des grands marchés de Lomé et de kara. C'est la décrispation !

Face à la bonne volonté du pouvoir l'opposition accepte d'aller aux élections malgré son impréparation. La campagne législative qui a démarré quelques jours avant les derniers pourparlers, a été prolongée de quatre jours,



➤ TOGO / ÉLECTIONS ET CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE

pour permettre à l'opposition de jouir de deux semaines franches d'opérations de charme auprès de ses électeurs. C'est donc sans conviction que l'opposition, après avoir juré ciel que ces élections n'auraient pas lieu qu'elle a pris part aux joutes électorales.

Paris gagnés pour Faure

Après une campagne apaisée à laquelle tous les partis et regroupements de partis, les élections législatives ont finalement eu lieu en toute transparence. Le processus a abouti. Et le scrutin et la campagne se sont déroulés sans heurt ni violence. Le score enregistré par son parti l'Union pour la République (UNIR), 62 sièges contre 19 pour le collectif sauvons le Togo (CST) est éloquent et apparaît comme l'expression d'une approbation populaire de la politique du parti présidentiel.

Au vu de toute la stratégie insurrectionnelle développée par l'opposition pour la conquête du pouvoir en lieu et place des élections, la tenue de ces élections, constitue un pari gagné pour le président Faure Gnassingbé qui a fait le vœu d'asseoir la démocratie dans son pays.

Le bon déroulement du processus dans la transparence, l'équité et la justice et surtout dans la paix et sur le seul financement du gouvernement, est aussi un autre pari gagné pour le Chef de l'Etat togolais. Et c'est la troisième fois que le pouvoir en place réussit des élections après les législatives de 2007 et la présidentielle de 2010. Cela y va de l'avantage de la démocratie togolaise qui se renforce ainsi par la tenue d'élections empruntées de climat de confiance.

Des preuves de transparence

En effet, quatre modes de collecte des résultats provisoires ont été prévus par la Commission électorale Nationale Indépendante (CENI). Premièrement, la collecte des résultats au moyen du Serveur Vocal Interactif (SIV) installé dans les bureaux de vote. Ce serveur permet de communiquer directement les statistiques collectées par les bureaux de vote.

Deuxièmement, le mode SMS crypté



Dépouillement du vote

qui permet d'envoyer des SMS cryptés au serveur de la CENI ce depuis les bureaux de vote. Ce qui permet de confronter les deux premiers résultats. Puisque ces deux premiers modes comportent une faiblesse (ne permettent pas aux par les présidents et rapporteurs des bureaux de vote, d'apposer leur signatures), la CENI a prévu un troisième mode de collecte des résultats provisoires qui est la transmission directe par fax à la CENI, des procès verbaux que les présidents et les rapporteurs des bureaux de vote ont signés et envoyés à la Commission Locale Indépendante (CELI). Les fax sont ensuite confrontés avec les originaux. Le quatrième mode est la saisie par les opérateurs de la saisie des originaux des procès verbaux au niveau de la CENI et de la CELI. Ici, les CELI valident les résultats et les certifient et les envoient à la CENI pour transmission à la Cour Constitutionnelle.

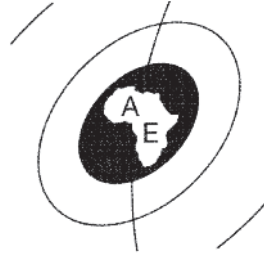
La transparence de ces élections a été aussi palpable à telle enseigne qu'au soir du scrutin, aucun incident n'a été signalé, hormis celui de la radio légende qui donnait aux populations de Lomé des consignes de vote au moment où le scrutin se déroulait. Heureusement la situation a été très vite maîtrisée.

Pour une première fois, les partis de l'opposition ont fait des recours en annulation selon les voies légales. Même les plus radicaux n'ayant pas les preuves de leurs contestations ou ayant jugé minimales leurs cas, ont préféré contribuer à sauver garder la paix que de mettre

de l'huile au feu à travers des manifestations post-électorales sans issue comme ils avaient l'habitude de le faire. Satisfecit général

L'ensemble des observateurs ont été unanimes pour reconnaître que ces élections se sont déroulées selon les normes internationales. Qu'ils soient de la CEDEAO, de l'Union Africaine, de l'UEMOA etc, ces observateurs qu'ils étaient déployés sur toute l'étendue du territoire nationale ont été unanimes pour reconnaître le caractère transparent, juste et équitables de ces élections. De l'avis de tous le Togo a fait un grand pas vers la consolidation de sa démocratie à travers ce troisième essai réussi. Ils ont aussi reconnu le rôle joué par la classe politique togolaise qui a su se montrer responsable, et patriotique en mettant l'intérêt national au dessus des intérêts partisans.

Le Togo doit le succès de ces élections législatives à la CENI présidée par Mme Angèle Dolah Aguiga qui s'est mis au dessus de la mêlée et servi la cause commune au lieu celle du parti UNIR dont elle est issue. La FOSEL, la force de sécurisation des élections a fait un travail formidable en mettant tout en œuvre, parfois au détriment de la vie des agents de sécurité, pour éviter des dérapages. A travers ces deux organes, c'est le ministère de la Sécurité et celui de l'Administration territoriale qu'il faut tirer chapeaux pour la perspicacité des ministres Gilbert Bawara et Yark Daméhané, qui veillé au grain tout le long du processus électoral.



Après les dernières législatives, la nouvelle carte politique du Togo



DR
Faure Gnassingbé saluant les militants de UNIR

Les dernières législatives, avec la victoire du parti au pouvoir, l'Union pour la République (UNIR), donnent une autre configuration de la classe politique togolaise.

Daniel DJAGOUÉ

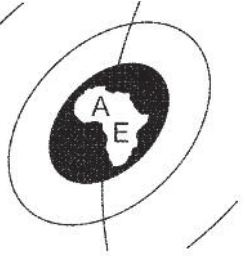
Des dernières élections législatives, il apparaît une confirmation de la bipolarisation de la vie politique togolaise. Face aux scores enregistrés par les uns et les autres, on retiendra qu'au Togo, comme

aux USA et en France, deux forces politiques sont au-dessus du lot : le régime au pouvoir et l'opposition radicale. Ce qui amène à conclure que le peuple apparemment ne veut plus voter pour des partis centristes dont les positions ne sont pas claires, car on est soit du

pouvoir, soit dans une position radical par rapport au pouvoir. Enfin, il se dégage de ce scrutin une maturité des acteurs politiques et de la population togolaise visant à éviter à tout prix des actes pouvant conduire à des violences. Ce qui expliquerait, selon plusieurs analystes, l'accalmie qui règne ces derniers temps après les échéances électorales.

UNIR, la première force politique au Togo

Selon les résultats transmis à la Cour constitutionnelle et confirmés par celle dernière, l'Union pour la République, le parti présidentiel créé en avril 2012 par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé,



> Togo

s'est taillé la part du lion, avec 62 sièges sur les 91 à pourvoir. Ce qui est une prouesse, car ce score a déjoué les pronostics des uns et des autres en ce qui concerne une non-implantation de ce parti et sa méconnaissance par la base, qui n'est autre que le peuple togolais. Au niveau de la CENI, c'est le sentiment du devoir accompli. La présidente de la CENI, Mme Angèle Aguigah, a rappelé l'engagement de cet organe à organiser des élections libres et transparentes. A présent, elle se félicite de la tenue effective du scrutin et a remercié le peuple de sa mobilisation, estimant avoir gagné le pari d'organiser un scrutin juste et sans violences. Un précédent pour l'avenir politique au Togo. Pourquoi ne pas le rééditer en 2015 ? s'interrogent les militants du pouvoir. Après cette victoire confirmée par la Cour constitutionnelle, place maintenant aux élections locales. Elles seules pourraient permettre une décentralisation, si tant est que la question du développement économique tient réellement à cœur à la classe politique togolaise, à commencer par le pouvoir en place. Elles sont d'autant plus importantes qu'elles apportent une réponse idoine à la question de la décentralisation et à celle du développement local. En effet, les élections locales permettent d'élire dans chaque chef-lieu de préfecture des conseillers municipaux qui, à leur tour, élisent les maires dont la mission est d'œuvrer au développement effectif des localités qui les ont élus.

ANC, deuxième force politique.

A en croire les résultats définitifs, le Collectif « Sauvons le Togo » vient en 2e position avec 19 sièges. Il faut rappeler que le CST est un collectif de partis politiques et d'organisations de la société civile.

L'ANC, l'Alliance nationale pour le changement, membre de ce collectif, a obtenu 16 sièges sur les 19 obtenus par le collectif. Les 3 autres sièges reviennent à l'ADDI, un autre parti membre du Collectif. En conclusion, la carte politique du Togo est redessinée, avec l'ANC qui se positionne comme la seconde force politique du pays et dont le président devient le chef de l'opposition, au



DF Jean Pierre Fabre accomplissant son devoir de citoyen



DF Gilchrist Olympio, président de l'UFC

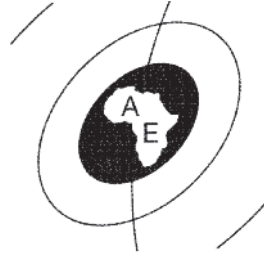
sens de la loi portant statut de l'opposition votée le 12 juin 2013 par la représentation nationale. « Le chef de file de l'opposition est le premier responsable du parti politique appartenant à l'opposition au sens de l'article 2 ci-dessus, ayant le plus grand nombre de députés à l'Assemblée nationale », indique l'article 24 dudit statut.

L'UFC, la grande perdante

Alors qu'avant le scrutin, l'UFC, l'Union des forces de changement, donnait l'impression d'une formation politique qui allait faire plus que ses résultats de 2007, voire remporter la majorité des sièges à l'Assemblée nationale, les résultats proclamés ont été en leur défaveur. D'après les résultats définitifs, de 27 sièges en octobre 2007,

l'UFC passe à seulement trois sièges aujourd'hui. De fait, Gilchrist Olympio, président national de l'UFC, cède sa place du chef de file de l'opposition togolaise à son ancien Secrétaire général. Pour les uns, « pas la peine de chercher loin, Gilchrist Olympio et l'UFC ont été simplement sanctionnés par les Togolais à cause de leur compromission avec le pouvoir, avec l'accord signé le 26 mai 2010 et qui scellait leur collaboration avec le régime. Une démarche que les populations n'avaient pas appréciée ». Pour les autres, cet échec s'explique par une communication inadéquate de la nouvelle orientation du parti jaune aux militants et sympathisants.

Aujourd'hui, tout est clair, après UNIR (pouvoir) c'est l'ANC (opposition). Ce qui dénote aux yeux de l'opinion le poids politique de toutes les formations politiques. Il faudra aussi que l'opposition togolaise connaisse son rôle premier pour rester unie et cesser de se déchirer autour des querelles de leadership. Il appartient donc au leader désigné par les urnes de tenir des discours de rassembleur pour garder son leadership. L'avenir confirmera sans aucun doute la maturité politique des Togolais.



> Togo

L'engagement d'Ahoomey-Zunu pour développer le Togo

Reconduit dans ses fonctions après les législatives, le Premier ministre Arthème Ahoomey-Zunu a présenté devant les députés le programme du gouvernement lors de son discours de politique générale. On note un très net engagement à relever les défis.

Daniel DJAGOUÉ

Devant la Représentation nationale, M. Ahoomey-Zunu a exposé aux députés son programme qui fixe comme priorités la santé, l'éducation, la croissance inclusive, les grands projets, le développement des régions, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, l'établissement d'un climat propice aux investissements. Des chantiers déjà ouverts par le PM et par ses prédécesseurs.

S'agissant des réformes institutionnelles et constitutionnelles, le chef du gouvernement s'est engagé à les faire aboutir. « L'objectif est de doter le Togo d'une architecture institutionnelle propice à un fonctionnement optimal de la démocratie et de l'Etat de droit », a-t-il dit.

Enfin, en politique étrangère, le Togo opéra pour la continuité avec la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique et dans le monde. Cette continuité se fera dans l'innovation, puisque le ministre des Affaires étrangères souligne que le pays développera une



Le Premier ministre Ahoomey-Zunu

diplomatie active qui participera au développement. En effet, M. Ahoomey-Zunu, sur les recommandations du chef de l'Etat, veut aussi promouvoir une diplomatie du développement en consolidant les partenariats traditionnels et en ouvrant de nouveaux axes de coopération avec les pays émergents afin de promouvoir un développement solidaire. Car, a-t-il souligné, « les responsabilités que le Togo a ainsi été amené à exercer à ce titre nous imposent de rester engagés pour la défense des valeurs fondamentales qui guident l'action de la communauté internationale au sein des Nations Unies et des grands ensembles sous-régionaux ».

Probablement reconduit pour son bilan, dont celui de l'organisation, sans financement extérieur, des dernières élections législatives, M. Ahoomey-

Zunu a constitué « une équipe réduite pour des enjeux importants ». En effet, selon certaines sources, le président de la République togolaise, M. Faure Gnassingbé, aurait soufflé à son Premier ministre d'ouvrir le gouvernement à toutes les sensibilités et compétences afin qu'elles puissent répondre aux exigences de l'heure, développer le Togo et réduire sensiblement la pauvreté. C'est pourquoi le PM « demande des efforts aux citoyens parce qu'ils sont indispensables à la réalisation de nos aspirations communes, à la poursuite des chantiers que nous avons ouverts ensemble. Nos efforts commencent à porter leurs fruits. Le devoir du Gouvernement est de continuer à répartir équitablement ces efforts et leurs fruits pour qu'ils puissent nous conduire à bon port ».

TOGO CELLULAIRE

3G

HAUT DÉBIT



Broadcast Yourself™

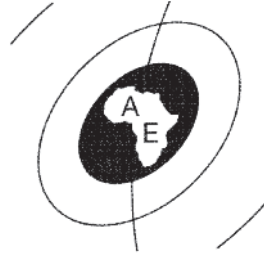


DÉCOUVREZ CE QUE VEUT DIRE HAUT DÉBIT

INTERNET / MAIL / TÉLÉPHONIE / VIDÉO / PHOTO / MUSIQUE / MMS / TÉLÉCHARGEMENT...



LE LEADER



La 5è législature sous le signe **du patriotisme et du développement**



DR

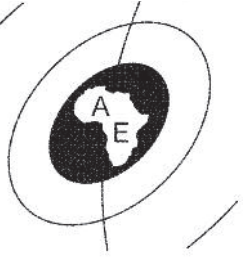
Les nouveaux députés de la 5è législature

La 5e législature de la IVe République togolaise a officiellement démarré le 1er octobre 2013 par une cérémonie solennelle tenue au Palais des Congrès de Lomé. Tout comme la session de droit ayant abouti à l'élection du Bureau de l'Assemblée, la rentrée parlementaire permet d'entrevoir une législature plus sereine, où l'accent sera mis sur la participation de tous à la vie de l'hémicycle, le sens du patriotisme et surtout le développement du pays.

Thibault Adjibodin

Une assemblée plurielle

L'Assemblée qui vient de débiter son mandat est issue des élections législatives du 25 juillet 2013. Celles-ci n'ont souffert d'aucune irrégularité et de ce fait, ont permis la composition d'une assemblée plurielle, marquée surtout par le retour à l'hémicycle des plus durs de l'opposition, aux côtés desquels des partis non moins crédibles. Même si le parti au pouvoir détient la majorité absolue avec 62 sièges sur 91, (contre 16 pour l'ANC, 3 pour l'ADI, 6 pour l'ARC-EN-CIEL, 3 pour l'UFC et 1 pour le Sursaut national), tout porte à croire à des débats ouverts et démocratiques



> TOGO / 5^E LÉGISLATURE

au cours desquels toutes les tendances auront à s'exprimer et où chacun apportera sa contribution au développement du pays.

Engagement patriotique

Elus, certes, dans différentes circonscriptions, les députés sont avant tout des élus du peuple. Pour contribuer efficacement à enregistrer des avancées susceptibles d'améliorer les conditions de vie de leurs mandants, les députés de cette législature se doivent d'observer un dépassement de soi, et de placer l'intérêt commun au-dessus des intérêts particuliers. Celui qui a le privilège de présider cette législature, l'Honorable Dama Dramani, a eu à attirer l'attention de ses collègues dans son tout premier discours en ces termes : « L'Assemblée nationale, on ne le dira jamais assez, doit être la gardienne du feu sacré de l'idéal démocratique dont elle a l'obligation d'attiser la flamme menacée à chaque instant par le vent de l'incompréhension, de l'intolérance et du repli sur soi », avant d'ajouter : « Elle ne peut jouer son rôle de veille sans que les députés s'efforcent d'adapter leur sens du combat politique aux réelles attentes des populations qui les ont élus ».

C'est donc dans un esprit de symbiose, de quiétude et de stabilité que le président Dama Dramani aborde cette mandature. Ce que souhaite l'Honorable Patrick Lawson, 1^{er} vice-président de l'Alliance Nationale pour le changement, parti leader de l'opposition, en déclarant : « Par définition, le député n'a pas d'adversaire. Nous devons nous parler tous. Nous avons un principe directeur qui veut que tout ce que nous faisons reflète la configuration du Parlement. Nous avons constaté qu'il y a eu un faux pas lors de la composition du bureau. Il faudrait corriger cela dans la composition des commissions » avant de souhaiter que les textes soient respectés et qu'aucun député ne soit plus renvoyé, le mandat impératif étant en vogue au Togo.

Au demeurant, il importe que chaque camp mette une note de patriotisme dans sa partition et qu'il participe réellement au bien-être du peuple en évitant les blocages inutiles. C'est donc

préoccupé de l'avancement du pays que le président du Parlement souligne : « Nous le savons tous, chaque pas en arrière sur la voie du développement est un pas de plus vers l'aggravation de la pauvreté pour nos populations. C'est aussi un pas de plus vers des visions rétrogrades dont la finalité est la fragilité et la vulnérabilité des institutions. »

La diplomatie parlementaire

A l'instar du pouvoir exécutif, garant et gestionnaire traditionnel de la politique étrangère, le Parlement doit, de nos jours, pouvoir développer un concept novateur des relations internationales appelé « diplomatie parlementaire ».



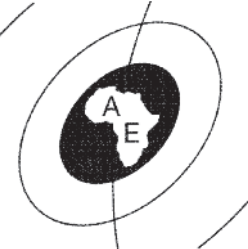
Dama Dramani, le nouveau président de l'Assemblée Nationale togolaise

Concept qui fait partie des priorités du président de l'Assemblée Nationale. La diplomatie parlementaire, et les méthodes qu'elle emploie, aboutissent souvent à des résultats qui sont difficiles à obtenir en restant sur place. L'expression et l'usage de ce concept se fondent sur une intense activité internationale et un contact permanent avec les Parlements étrangers dans le but de mettre en commun les expériences de parlementaires d'origines, de cultures et de traditions diverses et, de surcroît, favoriser la compréhension entre les élites politiques des différents pays. La participation des députés aux affaires extérieures est un aspect essentiel de la coopération internationale et du développement de la

démocratie.

Des pays l'ont expérimentée et cela porte fruit. La diplomatie parlementaire constitue un axe important sur lequel le Président de l'Assemblée nationale Ivoirienne Guillaume Soro développe ses actions. Il met l'accent dans ce cadre, sur la formation de groupes d'amitiés parlementaires et de toutes formes de coopérations parlementaires similaires entre les représentations nationales africaines, occidentales, arabes et asiatiques pour favoriser l'échange de bonnes pratiques, notamment dans les domaines de la formation et de l'éducation des élites politiques représentées au Parlement, entre autres. Cette stratégie a permis à

l'Assemblée Ivoirienne de contribuer à un retour rapide sur la scène internationale, du pays à peine sorti de crise. La diplomatie parlementaire est un outil complémentaire de la diplomatie gouvernementale traditionnelle, sans toutefois se substituer aux diplomates ou au chef de la diplomatie nationale. De nos jours, les Parlements entendent jouer un rôle accru dans la promotion du pluralisme politique, dans le respect des normes démocratiques, dans la culture de l'engagement patriotique et de la citoyenneté. Toutes les sensibilités du Parlement togolais doivent s'inscrire dans cette vision pour faire avancer le Togo.



> TOGO / 5È LÉGISLATURE

Election du bureau, un faux pas ?

Malgré l'élargissement du bureau cette législature par rapport au précédent, l'opposition n'a pu obtenir les postes qu'elle exigeait. Ce qui a fait croire à un hermétisme du groupe parlementaire UNIR, le parti au pouvoir. En effet, minoritaire à l'Assemblée, l'opposition n'a pu convaincre le pouvoir de ses bonnes intentions en exigeant les postes de 1er vice-président (côté ANC) et celui de 1er secrétaire parlementaire (côté Arc-en-ciel). Mue par la jurisprudence de 2005, elle a plutôt concédé le poste de 2e vice président à l'ANC, ce que le parti de Jean-Pierre Fabre a rejeté. « C'est nul doute pour éviter d'être vu comme un traître qu'Arc-en-ciel a retiré sa candidature au poste de 1er Secrétaire parlementaire » a interprété un député de la majorité. C'est dire qu'autant on peut comprendre que les anciennes habitudes ne sont pas encore totalement délaissées, autant l'esprit de négociation et le sens de partage ont commencé à apparaître dès le début de cette législature. Quoique minoritaire, l'opposition aurait pu faire son entrée au bureau si elle avait réussi à faire des compromis avec le parti majoritaire. Quoiqu'il en soit, l'élection du bureau telle qu'elle s'est déroulée n'en est pas moins démocratique. Son déroulement dans la transparence lui en confère le caractère. C'est la voix de la majorité qui a prévalu et l'opposition s'y attendait. Au bureau ou pas, elle ne se décourage pas, d'ailleurs, elle compte jouer le rôle qui est le sien tout le long de la législature, mais espère avoir des places dans les commissions qui seront bientôt mises en place.

Un diplomate au perchoir

De l'avis de plusieurs analystes, Dama Dramani au perchoir est bien l'homme qu'il faut à la place qu'il faut. Témoignant de la notoriété et de l'estime dont jouit M. Dramani auprès de tous les parlementaires de l'espace UEMOA, l'Honorable Mélégué Traoré, vice-président du Comité inter-parlementaire de l'espace UEMOA, souligne « la simplicité, la modération, la discrétion, le sens de la mesure et la capacité d'écoute », traits de caractère



Les nouveaux députés de la 5è législature

du président Dramani qui, selon lui, constituent les « qualités incontournables d'un président de Parlement ».

C'est donc un diplomate pétri d'expérience politico-diplomatique que le Togo a choisi pour tenir les rênes de la nouvelle Assemblée. Et ses collègues peuvent compter sur les relations dont il dispose pour amener l'Assemblée à des sommets d'excellence. « L'arrivée à Lomé de d'une dizaine de délégations, fait rare en de pareilles occasions, pour assister à la rentrée parlementaire, est en est une preuve », a relevé un observateur sur place.

Né en 1944 à Kaboli (préfecture de Tchamba), Dama Dramani est un haut fonctionnaire qui a servi dans l'administration à différents postes, notamment comme Directeur de l'Equipeement et de l'immobilier du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, Directeur de cabinet du ministère de la Santé publique ou encore Directeur de cabinet du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération. Fidèle serviteur de feu le président Gnassingbé Eyadema auprès duquel il a servi comme Directeur de protocole de l'Etat, il n'entrera au gouvernement qu'au début des années 2000, avant d'en sortir pour prendre les rênes de l'ex-parti au pouvoir, le RPT, lors de son Congrès ordinaire de novembre 2003.

Elu une première fois en 1999 comme

député de la deuxième circonscription électorale de Tchamba, il sera de nouveau réélu lors des élections législatives de 2007 et prendra la tête du groupe parlementaire RPT, devenu plus tard Groupe parlementaire de la majorité. Il est l'un des rares députés de la majorité sortante auquel le parti a demandé de se représenter aux législatives du 25 juillet 2013. En sa qualité de tête de liste pour Tchamba, il a, avec son équipe réussi à remporter les trois sièges au profit du parti UNIR.

Homme discret, calme, courtois, humble et méticuleux, Dama Dramani est un infatigable travailleur sur lequel ses collègues peuvent compter pour une mandature paisible et réussie. « Je promets de légiférer pour le renforcement de l'institution parlementaire, le développement du pays, le bien-être de la population et une meilleure visibilité du Parlement au Togo et à l'extérieur » a souligné Dama Dramani au lendemain de son élection au perchoir.

Membre fondateur de l'UNIR, Dama Dramani fait partie des anciens qui se sont adaptés à la nouvelle vision de la politique togolaise et de la gestion du pays que prône le président Faure Gnassingbé, président fondateur de l'UNIR. De par sa formation et son expérience de la vie politique togolaise, il saura diriger les débats à l'hémicycle de sorte à permettre au pays d'enregistrer des grandes avancées démocratiques pour le développement du pays.

PORT AUTONOME DE LOMÉ



La passion de l'efficacité



- Port en eau profonde : 14 mètres
- Des capacités d'accueil variées : un quai conventionnel, un terminal à conteneurs, un quai pétrolier, un quai minéralier et un port de pêche
- Un grand domaine portuaire : 900 hectares
- 150.000 m² de magasins et plus de 300.000 m² de terre-pleins
- 600.000 m² d'aires d'entreposage des véhicules
- 40.000 m² dédié au Terminal du Sahel pour les véhicules et camions à destination du Burkina Faso, du Mali et du Niger
- Des services de manutention très compétitifs assurés par des opérateurs privés
- Un port sûr et sécurisé conforme aux normes du Code ISPS
- D'importants projets de développement : construction d'un 3^{ème} quai de 450 m et 15 mètres de profondeur, la réalisation d'une darse de 1050 mètres de longueur de quai et 16,60 m de profondeur pour l'implantation d'un nouveau terminal à conteneurs.



BP 1225 Lomé Togo - Tél : +228 22 23 77 00/22 23 78 00/22 27 47 42
Fax : +228 227 27 26 27 / 22 27 02 48 - E-mail : togoport@togoport.tg Site web : www.togoport.tg



> Togo

Poursuivre une croissance plus forte et plus durable

Les signaux sont au vert. Les efforts de redressements du pays commencent à porter leurs fruits, mais les autorités togolaises comptent poursuivre les efforts et maintenir le cap du développement en poursuivant une croissance forte, à deux chiffres et le plus durablement possible.

Daniel DJAGOUÉ

Le Togo a fait son retour sur l'échiquier économique et financier depuis quelques années. A la surprise générale, le pays dirigé par Faure Gnassingbé a réussi son retour dans le réseau économique mondial après plus de deux décennies d'asphyxie économique-financière pour insuffisance démocratique. Cet exploit, le Togo le doit à l'impulsion de son président qui a fait de la bonne gouvernance son modèle de gouvernement, et à un oiseau rare, en la personne du ministre Adjii Othèth Ayassor, que Faure Gnassingbé a judicieusement placé aux commandes du département de l'Economie et des Finances, et qui a su conduire avec succès les réformes économiques et financières. Il s'agit d'un vaste programme de relance économique avec une forte campagne d'assainissement des finances auquel Faure Gnassingbé et son fidèle ministre ont engagé le pays, il y a quelques années. Ces efforts de redressement des finances publiques et de l'économie



DR
Adjii Othèth Ayassor

togolaise ont commencé à porter leurs fruits avec l'atteinte du point d'achèvement du processus PPTE en décembre 2010, couronné par la réduction de plus de 95 % de la dette extérieure du pays. Poursuivant sur cette lancée, le Togo a pu passer d'une croissance de 3 % en 2010 à 5 % en 2011. En 2012, le pays a même pu brandir un taux de croissance de 6 %. En 2013, année d'élections législatives financées sur fonds propres, ce pourcentage connaîtra une baisse et passera à 4,2 %. Cela ne doit pas inciter au pessimisme, puisque le ministre de l'Economie et des Finances Adjii Othèth Ayassor rassure en disant que l'ambition du Togo est de poursuivre la croissance et d'en atteindre la plus forte le plus durablement possible, envisageant même d'atteindre d'ici 2020 une croissance à deux chiffres.

Il faudra donc passer à la vitesse supérieure. Heureusement les conditions s'y prêtent et les efforts des autorités se poursuivent sans fléchir afin de promouvoir les performances des secteurs primaire et secondaire, notamment les filières du coton et des phosphates, ainsi que celle du BTP. La contribution de ces deux secteurs à la croissance réelle s'est établie à 4,1 % en 2012 (respectivement 1,6 et 2,5 %), contre 2,8 % en 2011 (respectivement 1,9 et 0,9 %). La poursuite du programme d'investissements publics, entre autres dans les infras-

tructures routières, combinée à la relance des secteurs des phosphates et du coton, devrait soutenir la croissance en 2013 et 2014, qui pourrait se situer entre 4,2% et 5,5 %.

En 2012, le gouvernement a privilégié les investissements et l'amélioration du cadre macroéconomique. Malgré des recettes fiscales en hausse (+4,2 % par rapport à 2011), la pression fiscale, estimée à 16,9 %, demeure inférieure à la norme communautaire, dont le seuil est fixé à 17 % par l'UEMOA.

Dans la foulée, un vaste chantier social est lancé : exécution d'une politique nationale de promotion de l'emploi des jeunes, mise en place des transports en commun intra-urbains pour Lomé, la capitale, relèvement du Smig de 13 000 à 28 000 puis à 35 000 fcfa, assurance-maladie pour tous les agents de la fonction publique, parapublique et assimilés, etc.

Peu à peu, le pays se dote d'infrastructures nécessaires à son développement. En témoigne l'agréable métamorphose de la capitale togolaise et de plusieurs villes de l'intérieur du pays. En témoigne également la réduction de la pauvreté, passée de 62 % à 58 % entre 2007 et 2012.

La mise en œuvre de la SCAPE, la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi, pourrait contribuer efficacement à atteindre une croissance plus forte et durable, comme l'ambitionnent les autorités. Ce qu'explique le ministre de la Planification du Développement et de l'Aménagement du territoire, M. Mawussi Djossou Sémondji : « Pour réaliser ce progrès économique, le pays doit disposer de fortes capacités en vue de formuler, de mettre en œuvre et de suivre de grands projets de développement à la forte potentialité économique et générateurs d'emploi, ce qui lui permettra d'une manière progressive, de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations ».



ESPACES DE JEUX ET DE LOISIRS

BÉNIN · BURKINA FASO · BURUNDI · CÔTE D'IVOIRE · NIGER · R.D. CONGO · TOGO · PARAGUAY

www.lydialudic.com





Le ministre André Johnson, **un homme de conviction**

Le nouveau ministre togolais de l'Environnement et des Ressources forestières est un homme de conviction. Opposant convaincu, il est entré aujourd'hui au gouvernement sous la bannière de l'UFC, l'Union des forces de Changement, parti d'opposition historique qui a longtemps mené la vie politique au Togo sous le régime Eyadéma.

Et pour marquer son entrée en fonction, il déclare sans ambages : « Je suis le pur produit de la volonté de deux hommes : Gilchrist Olympio et le Président Faure Gnassingbé ! »

Né à Lomé le 17 octobre 1948, André Kouassi Ablom Johnson est titulaire d'une maîtrise d'anglais de l'Université Paris III et d'un diplôme d'Etudes Supérieures de Management de Tourisme. Il a été tour à tour professeur d'anglais au Collège Notre-Dame d'Afrique à Atakpamé, au Togo, au Cours Victor Hugo à Charenton et à l'Ecole Internationale de Tourisme à Gentilly, en France, avant de se reconvertir dans la gestion hôtelière jusqu'à sa retraite. Ancien membre de la CENI, André Johnson est aux côtés de Gilchrist Olympio depuis la création en France dans les années 70 du MTD, le Mouvement Togolais pour la Démocratie, et lui est resté fidèle jusqu'à ce jour par conviction politique et vision pragmatique de l'avenir du pays. Son parcours éloquent a renforcé son engagement à apporter sa contribution à l'amélioration des conditions de vie de la population. Populations qui a, explique-t-il, « besoin de voir sa vie s'améliorer, de ne plus avoir à charge ses jeunes diplômés, de pouvoir se soigner etc... telles sont les préoccupations de nos compatriotes ». Ainsi expliquait-il sa participation aux dernières élections législatives du 25 juillet 2013.

Le ministre André Johnson est un véritable bosseur qui aime le travail bien fait. Sa carrière d'enseignant fait de lui un homme de rigueur et de perspicacité, un leader qui a le sens de l'écoute et qui sait distribuer les rôles et les responsabilités.



André Johnson

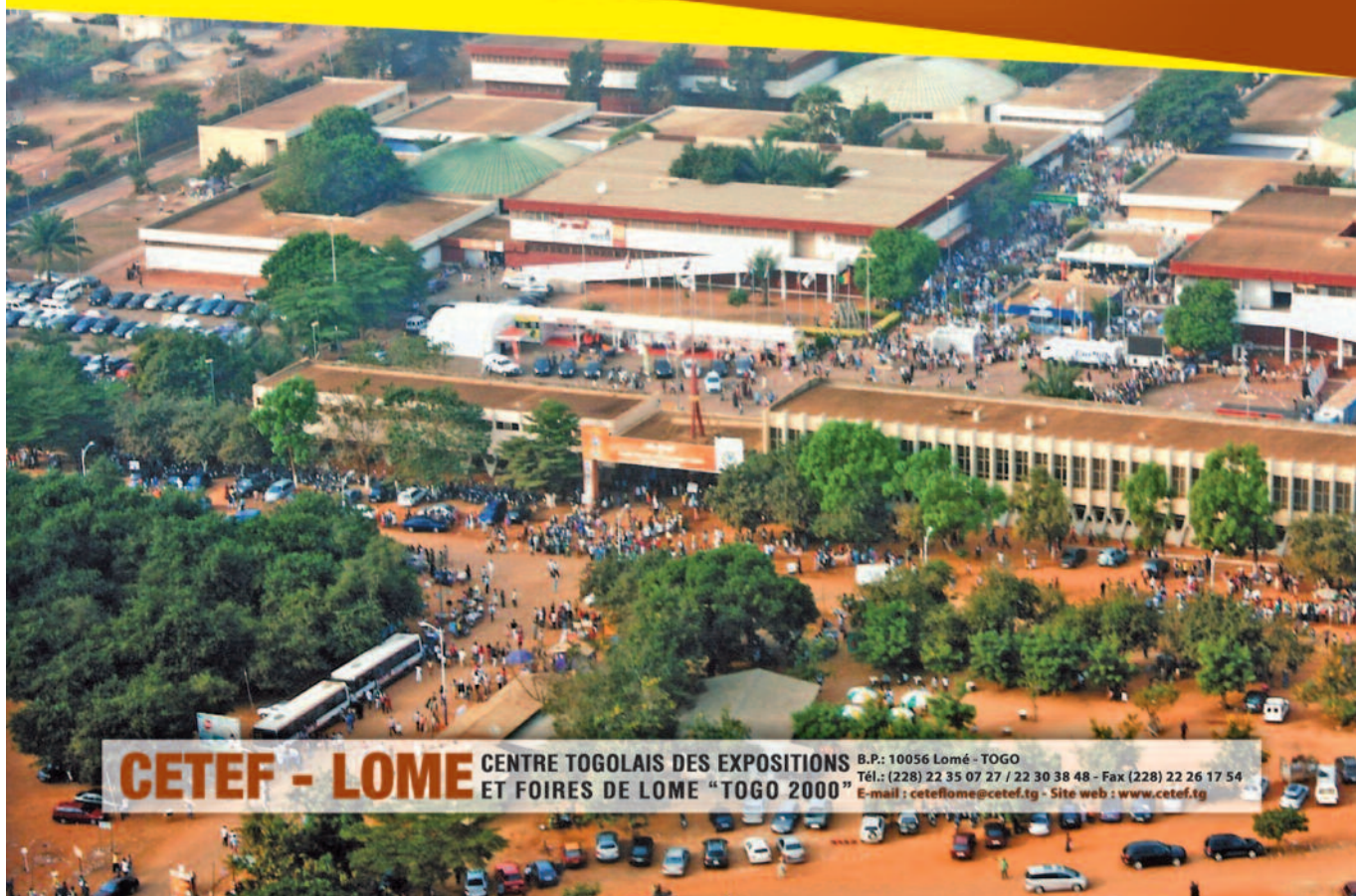


29 Nov.
16 Déc.
2013

11^{ème}

Foire Internationale de **LOME**

Foire de toutes les opportunités



CETEF - LOME

CENTRE TOGOLAIS DES EXPOSITIONS
ET FOIRES DE LOME "TOGO 2000"

B.P.: 10056 Lomé - TOGO
Tél.: (228) 22 35 07 27 / 22 30 38 48 - Fax (228) 22 26 17 54
E-mail : ceteflome@cetef.tg - Site web : www.cetef.tg



Une journée de solidarité avec les PVVIH au Togo



L'allumage des bougies suivi du regroupement sous la forme du ruban du Sida ont mi fin à cette journée de solidarité.

« Ensemble, ravivons la flamme de l'espoir pour l'objectif "zéro" au Togo ». Tel est le thème de la journée de solidarité avec les PVVIH* célébrée au Togo pour la septième fois cette année. L'évènement a été marqué à Lomé par une série d'activités, dont un match de football entre acteurs et partenaires de la lutte – y compris PVVIH, et une marche silencieuse ayant abouti à la place du 28 septembre située face à la Primature. »

Sy SAVANEY

Cette année, on a enregistré une participation importante des organisations de la société civile en lutte contre le VIH au Togo, mais aussi et surtout la présence remarquable du Coordonnateur du Secrétariat permanent du SP/CNLS, le professeur Vincent Pitché, ce qui dénote l'importance de l'évènement. Acteurs incontournables dans la lutte contre la pandémie

au Togo, les OSC** ont voulu une fois encore se faire entendre pour que plus d'attention soit accordée aux PVVIH, et elles n'ont pas hésité de contribuer financièrement, chacun selon ses moyens (malgré leurs maigres ressources), pour que la manifestation ait lieu.

« C'est une journée qui nous permet de rappeler à l'opinion publique que les PVVIH sont là, qu'elles ont besoin de soutien, qu'elles ont besoin de soins,

d'entretien et surtout de l'écoute des autorités et du public », a expliqué M Sodji Dométo, Président de la plateforme des organisations de la société civile en lutte contre le sida.

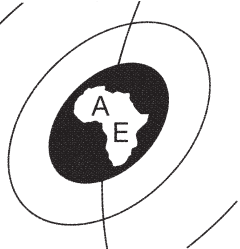
Ce 28 septembre 2013, les manifestants ont lu une déclaration pour interpeller les autorités, les médias et le public à être plus solidaires des PVVIH pour leur permette de vivre mieux. L'allumage de la flamme de l'espoir en forme du ruban rouge a marqué la fin de la journée.

La célébration, qui en est à sa septième édition, a été créée en 2004 alors qu'il y avait rupture des ARV*** au Togo. Mais cette année-là la manifestation avait mal tourné, et les PVVIH avaient été repoussées aux portes de la Primature. C'est depuis cette date que les OSC ont décidé de célébrer le 28 septembre en solidarité avec les PVVIH.

*PVVIH : Personnes Vivant avec le VIH

** OSC : Organisations de la Société Civile

*** ARV : Antirétroviraux



Air Côte d'Ivoire inaugure **son** **agence de Lomé**

Présente dans la plupart des capitales d'Afrique de l'ouest et du centre, Air Côte d'Ivoire a officiellement ouvert son agence de Lomé le 26 septembre 2013. Le bureau de l'agence est situé sur le boulevard circulaire, non loin de l'UAT et de l'UTB.

Thibault Adjibodin

C'est après huit mois d'expérience concluantes que le Conseil d'Administration a permis l'ouverture de cette agence afin de mieux satisfaire la clientèle de la compagnie. Plusieurs personnalités de haut rang de

Mme Poly a indiqué que « Air Côte d'Ivoire propose autre chose que les vols fastidieux de la région en ouvrant des vols directs entre chaque escale et son hub d'Abidjan, réduisant ainsi le temps de voyage entre l'Afrique du centre et l'Afrique de l'ouest ». Pour elle, « le

vers les autres pays du continent, le Directeur général de la compagnie, M. René Décurey, souligne : « Pour nous, ASKY est une référence dans plusieurs domaines. Nous essayons de faire mieux qu'ASKY. A Air Côte d'Ivoire, nous prévoyons un assemblage de compagnies et de partenariats avec ASKY dans la région ».

Pour le ministre togolais des Transports, Ninsao Gnofam, Air Côte d'Ivoire est un rapprochement des peuples, et de ce fait « participera à l'intégration sous-régionale telle que voulu par les deux chefs d'Etat togolais et ivoirien », a-t-il relevé avant de souligner que « la vitalité des échanges entre les deux pays se renforcera davantage avec le réaménagement de l'aéroport international de Lomé dont la fin des travaux d'extension est prévue pour octobre 2014. »

Après l'ouverture de son agence de Lomé, Air Côte d'Ivoire compte renforcer sa flotte de deux Bombardier Dash 8 Q400 et d'un troisième Airbus A 319 d'ici à mi-novembre. La compagnie dispose déjà d'une flotte constituée de trois avions, notamment deux Airbus A-319 et un Embraer 170.

Air Côte d'Ivoire transporte en moyenne 23 000 passagers par an. Dès le mois de novembre, les passagers en partance de Lomé pourront rallier Abidjan avec cinq vols hebdomadaires.

En huit mois d'activité, la compagnie ivoirienne couvre déjà 13 villes africaines, avec un taux de ponctualité de 84 % et un coefficient de remplissage de 64 %.



la Côte d'Ivoire et du Togo ont pris part à cette cérémonie. Occasion pour Mme Aïssetou Boly, la déléguée de l'agence au Togo, d'exprimer sa vive gratitude aux autorités togolaises, dont celles de l'aviation civile, qui ont permis l'ouverture de la ligne Lomé-Abidjan.

Vantant les atouts de la compagnie,

plus beau voyage est la satisfaction des clients » ; C'est pourquoi, ajoute-t-elle : « Air Côte d'Ivoire accorde un plus grand attachement à ses passagers et à leur confort ».

Rassurant ceux qui pourraient interpréter l'ouverture de l'agence Air Côte d'Ivoire à Lomé comme une menace pour ASKY, qui a fait de Lomé son hub



OPTIMUM CONSULTING

Solutions !

INTELLIGENCE ECONOMIQUE

AFFAIRES PUBLIQUES

LOBBYING

VEILLE STRATEGIQUE

COMMUNICATION

Institutionnelle

Publique

Politique

EUROPE

55 Avenue Marceau
75116 Paris (France)
Tel : (33) 156293899
Cel : (33) 658990242

ASIE

KW Group SDN BHD Malaysia
Unit B-6-10 Block B, Phileo Damansara 1
Jalan 16/11 Petaling Jaya Selangor (Malaysia)
Tel : (603) 76626888 / Cel : (65) 94146428
Fax : (603) 76626889

AFRIQUE

Centre d'Affaire Kora, Bureau 5
01 BP 435 Cotonou (Bénin)
Tel : (229) 21154185
Cel : (229) 97673736
(229) 94860707

www.optimum-consulting.net

lionelchobli@optimum-consulting.net

OpSec Afrique

Assurance - Expérience - Sécurité

- Fabrication et Sécurisation des Visas Techniques (Attestation de Visite Technique)
- Fabrication et Sécurisation des Attestations et Diplômes Académiques
- Fabrication et Sécurisation des Vignettes Automobiles et Quittances
- Fabrication et Sécurisation des Supports de Cartes Grises
- Fabrication et Sécurisation des Chéquiers et Documents Bancaires
- Fabrication et Sécurisation des Laissez - Passer (de la Douane) pour les frontières
- Protection des Produits de Marques
- Authentification des Produits Pharmaceutiques
- Authentification et Tracking

Billets de banques et documents sécurisés



OpSec Afrique

NOS FILIALES



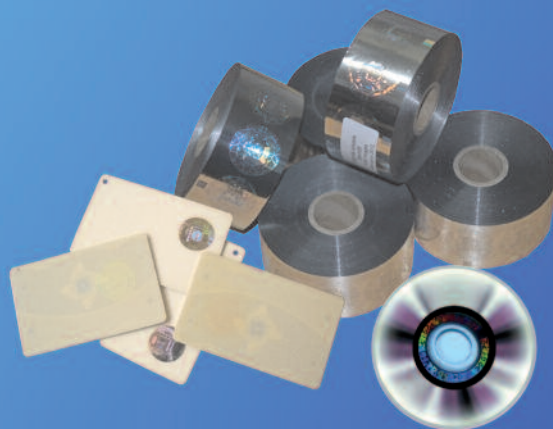
Sécurité & Assurance

BENIN

Les Cocotiers 642 E -05 BP 1036 Cotonou
Bureau: (+229) 21 30 25 91 - Fax: (+229) 21 30 26 05
Mobile: (+229) 67 33 20 94 - 65 00 07 30
office@opsecafriquesecurity.com - www.opsecafriquesecurity.com

CONGO

Av. Félix Tchikaya (Route de la Base)
BP 1127 Pointe-Noire
Contacts : (00242) 06 600 93 18/(00242)06 863 63 22
office@opsecafriquesecurity.com - www.opsecafriquesecurity.com



Inspiré par l'environnement, démontré par l'expertise